

# MOTIVÉ-E-S

« Chaque enfant qu'on enseigne est un homme qu'on gagne. Quatre-vingt-dix voleurs sur cent qui sont au bain. L'ignorance est la nuit qui commence l'abîme »

Victor HUGO

*Bulletin de la FSU, collège de Nangis*

ÉDITO

## **(RE)faire de l'école LA priorité !**

Cette rentrée 2011 se serait donc passée pour le mieux dans le meilleur des mondes selon « notre » ministre Luc Châtel. Les effectifs augmentent dans le primaire et le secondaire mais, en toute logique, il continue de supprimer des milliers de postes d'enseignants. Ah, que ne feraient pas nos gouvernants pour conserver le triple A, décerné par les agences de notations ! Pour rassurer les spéculateurs, les banquiers et les financiers, le gouvernement a donc décidé de sacrifier l'école publique et laïque. On trouve des milliards d'euros pour sauver les banques mais il n'y a plus un centime pour l'éducation ! Pour rassurer l'opinion, le ministère a recours massivement à des contractuels précaires et sous-payés, le nombre de candidats aux différents CAPES s'effondre, tandis que les jeunes collègues stagiaires continuent d'être placés devant les élèves sans formation.

Cette politique qui sacrifie l'avenir de milliers de jeunes et précarise l'ensemble de la profession, a des effets visibles dans notre pratique au quotidien. **Au collège René Barthélemy, le recours aux contractuels devient de plus en plus fréquent (5 cette année), des menaces pèsent sur les futurs remplacements et, alors que le nombre d'élève a augmenté cette année, notre DHG est en baisse. Nous avons refusé de l'approuver l'an dernier pour cette raison et nous devons être collectivement vigilants. Cette logique se retrouve pour nos collègues de l'administration qui vont se voir imposer une surcharge de travail du fait de la non-reconduction des CUI (contrat d'insertion). De même, nous n'avons toujours pas de COP titulaire au collège, les PP de 3<sup>ème</sup> devenant ainsi des substituts aux conseillers d'orientation. C'est une même logique de management privé qui frappe tous les salariés des services publics. De la Grèce à l'Italie en passant par l'Espagne ou le Maghreb, les peuples**

commencent à s'organiser pour retrouver la maîtrise de leur destin. Il est urgent de réagir ensemble !

La grève unitaire du 27 septembre, la victoire de la FSU et du SNES aux élections professionnelles et le vote d'une large majorité de collègues de Nangis en faveur de la liste FSU et sympathisants pour les élections au CA, montrent l'envie de résister d'une large majorité d'entre nous. C'est un point d'appui pour (re)faire de l'éducation une priorité. Il faudra se réunir encore, débattre, lutter et proposer un autre projet éducatif dont les objectifs premiers sont l'égalité et l'émancipation. Nous avons des propositions concrètes et offensives à faire pour le refaire de l'école de la République une priorité.

Leçon de maux



**Nous défendons un grand plan de titularisation immédiate de tous les précaires de l'Éducation Nationale, la recréation des 70 000 postes perdus depuis 5 ans, la mise en place d'une véritable formation pour les enseignants stagiaires, des classes ne pouvant excéder 25 élèves en collège, du temps de concertation pédagogique supplémentaire, la stricte**

**limitation des heures supplémentaires à 1H par semaine et la hausse de nos salaires de 10 à 20% pour les aligner sur ceux de nos homologues européens. Ces solutions devraient être au cœur du débat présidentiel qui débute et nous serons attentifs aux propositions des différents candidats.**

Pour défendre cette vision d'une éducation citoyenne et émancipatrice, des moyens existent d'ores et déjà : revendiquer, ne jamais se résigner et renforcer le SNES, 1<sup>er</sup> syndicat de la profession, en participant activement à la vie syndicale au collège. L'union fait la force !

Par Julien Guérin  
(secrétaire du SNES au collège)

## Entretien de Christian LAVAL qui dénonce la concurrence à l'école.

Auteur de nombreux ouvrages sur la question éducative, le sociologue vient de publier en commun « La nouvelle école capitaliste » (aux Editions de la Découverte) dans lequel il dénonce la course à la compétitivité et à la productivité à laquelle l'école est de plus en plus soumise.

**Vous décrivez une «nouvelle école capitaliste» soumise à la concurrence, gérée comme le privé et au service de l'économie : est-elle née sous Sarkozy ?**

Le sarkozysme a accéléré et rendu plus visibles les transformations néolibérales ou, pour appeler un chat un chat, la mutation capitaliste de l'école. Mais elles étaient amorcées depuis longtemps. Le programme de transformation de l'université française a ainsi été ébauché à la fin des années 90, puis a commencé à s'appliquer au début des années 2000, avant d'être parachevé avec l'arrivée de Nicolas Sarkozy et la loi sur l'autonomie des universités.

**Vous dénoncez la concurrence qui a gagné l'école, les compétences qui ont remplacé les connaissances et l'obsession de l'employabilité : ce sont les caractéristiques de l'«école capitaliste» ?**

D'abord, les missions de l'école et de l'université ont été progressivement redéfinies. Les systèmes éducatifs ont été sommés de justifier les dépenses qu'on leur consacre par un «retour sur investissement» de nature économique.

**Cela devient la préoccupation exclusive de cette nouvelle école : elle est au service de l'économie et doit s'intégrer à la course à la compétitivité et à la productivité.** Logiquement, elle doit donc s'organiser selon le principe de la concurrence et faire sien l'impératif de «performance».

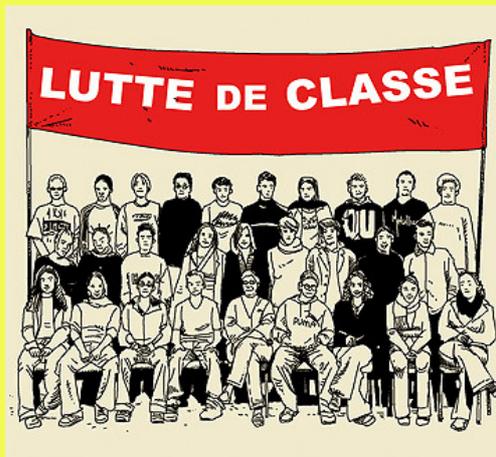
**Le concept d'employabilité est au cœur de vos critiques : pourquoi ?**

Dans le discours des institutions internationales et de plus en plus dans celui des responsables nationaux, l'école a

pour fonction de produire des ressources humaines ou du «capital humain». L'employabilité est devenue la norme qui organise les mutations de l'école. L'idéologie de la professionnalisation a pénétré l'université et l'ensemble du système. **Prenons le socle commun de compétences. Ces compétences ont été fixées par l'OCDE et par la Commission européenne à partir de critères d'employabilité, en fonction de considérations économiques et non pas pédagogiques. On va jusqu'à redéfinir les programmes, l'évaluation, la pédagogie.**

**Comment ces changements conduisent-ils au creusement des inégalités constaté aujourd'hui ?**

Avec le consensus ambiant, il paraît normal à beaucoup que les établissements doivent être en concurrence, attirer les meilleurs élèves et étudiants, faire de la publicité pour leurs formations, trouver le plus d'argent possible. Or, tout cela a des effets inégalitaires et conduit à une polarisation sociale des établissements, de plus en plus assumée dans le supérieur et de plus en plus évidente dans le primaire et le secondaire. Ces changements - la concurrence généralisée et la transformation entrepreneuriale du système - ont accentué et renouvelé les mécanismes de la reproduction sociale en donnant à l'argent et aux réseaux familiaux un poids grandissant. Nous vivons la grande revanche de l'argent sur la culture.



**Comment voyez-vous «l'école post-capitaliste» que vous appelez de vos vœux ?**

Qu'est-ce qu'une école démocratique ? Premièrement, c'est une école qui réduit les inégalités. Mais elle ne peut le faire qu'en étant partie prenante d'un grand mouvement de réduction des inégalités dans toute la société. Jaurès disait en substance : «Nous ne ferons pas l'école socialiste au milieu de l'océan du capitalisme.» Une école démocratique ne pourra vraiment se développer que dans une société où l'égalité sera promue comme valeur essentielle.

(Extraits de l'entretien paru dans Libération du 21 octobre dernier)

Le bulletin MOTIVÉ-E-S a pour objectif de paraître trois par fois an pour faire le point sur la situation sociale dans le pays, dans l'éducation en général et au collège René Barthélemy de Nangis en particulier.

On peut cotiser au SNES auprès de Maud Palleau, avant la fin de l'année civile pour pouvoir bénéficier de la réduction d'impôts pour l'année 2010 (sinon, ce sera sur les revenus 2011)

**Contactez la FSU au collège : Julien GUERIN 06 86 77 99 32, Jean Paul CHOPINET 06 07 59 98 22**

### MERCI !

La FSU reste la 1er organisation de l'éducation nationale avec plus de 40 % des suffrages des collègues (devant l'UNSA à 20 %) et dans le secondaire le SNES a rassemblé 50% des voix lors des élections professionnelles qui ont eu lieu du 13 au 20 octobre. Nous déplorons cependant la procédure de vote électronique décidée par le ministère.

Nous remercions aussi tous les collègues de R. Barthélemy qui ont voté pour notre liste lors des élections au CA le 14 octobre